

4. Déclaration

L'excédent d'impôt préalable résultant des importations et des exportations selon ch. 2 et 3 dépasse 10 000 francs par année. Il y a lieu d'aviser immédiatement l'AFC si, après à l'octroi de l'autorisation, cette limite n'est plus dépassée.

Dans ce contexte, il sied de relever que les excédents d'impôt préalable résultant de l'exportation de biens qui ont été préalablement acquis ou fabriqués sur le territoire suisse ne sont pas déterminants.

Succursales à:

Lieu et date:

Timbre de l'entreprise et signature valable:

Seules les demandes dûment remplies et signées seront traitées.

Autorisation n°

L'application de la procédure de report du paiement de l'impôt sur les importations

est autorisée à partir du: _____

Berne, le _____

Division principale de la taxe sur la valeur ajoutée
Division Perception



Report du paiement de l'impôt

Conditions pour l'application du report du paiement de l'impôt

1. Bases légales

Extrait de l'Ordonnance du 27 novembre 2009 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (OTVA)

Le Conseil fédéral suisse, vu l'art. 63 de la loi fédérale du 12 juin 2009 sur la TVA (LTVA), arrête:

Art. 117 Report du paiement de l'impôt sur les importations

¹ Quiconque désire acquitter l'impôt dans le cadre de la procédure de report du paiement de l'impôt doit être en possession d'une autorisation de l'AFC.

² L'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) prélève l'impôt s'il est douteux que les conditions du report du paiement de l'impôt sur les importations sont remplies.

³ La prescription de la dette d'impôt sur les importations reportée est régie par l'art. 42 LTVA.

⁴ L'AFC règle l'exécution après entente avec l'OFDF.

Art. 118 Conditions d'octroi de l'autorisation

¹ L'autorisation est délivrée si l'assujetti:

- a. établit ses décomptes selon la méthode effective;
- b. importe et exporte régulièrement des biens dans le cadre de son activité entrepreneuriale;
- c. tient pour ces biens un contrôle détaillé des importations, du stock et des exportations;
- d. présente régulièrement, dans les décomptes d'impôt périodiques remis à l'AFC, des excédents d'impôt préalable dépassant 10 000 francs par an provenant d'importations et d'exportations de biens au sens de la let. b et qui résultent du paiement de l'impôt sur les importations à l'OFDF, et
- e. offre toutes les garanties quant au bon déroulement de la procédure.

² L'octroi ou le maintien de l'autorisation peut être subordonné à la fourniture de sûretés à concurrence des prétentions présumées.

Art. 119 Disparition des conditions d'octroi de l'autorisation

L'assujetti avise immédiatement l'AFC par écrit si l'une des conditions d'octroi de l'autorisation fixées à l'art. 118 al. 1 let. a à d OTVA n'est plus remplie.

Art. 120 Retrait de l'autorisation

L'autorisation est retirée si l'assujetti n'offre plus toutes les garanties d'un bon déroulement de la procédure.

Art. 121 Non-perception de l'impôt grevant les opérations réalisées sur le territoire suisse

Les art. 118 à 120 OTVA sont applicables par analogie à l'autorisation prévue à l'art. 63 al. 2 LTVA.

2. **Autres conditions pour l'octroi de l'autorisation**

L'autorisation n'est délivrée que si l'assujetti:

- a) établit ses décomptes TVA trimestriellement ou mensuellement;
- b) n'établit pas ses décomptes selon la méthode des taux de la dette fiscale nette ou des taux forfaitaires;
- c) n'importe pas les biens dans le cadre d'une activité d'intermédiaire (l'importation doit dans tous les cas être opérée en son propre nom; une éventuelle livraison subséquente serait toujours imposable).

En cas d'imposition de groupe, seuls les membres au bénéfice d'une autorisation ont le droit d'utiliser la procédure de report du paiement de l'impôt.

3. **Comptabilité et conservation des livres et des pièces justificatives: obligations et droits en la matière**

Les ch. 3.1 à 3.7 doivent être respectés par tous les assujettis appliquant la procédure de report du paiement de l'impôt. **Le ch. 3.8 définit les conditions spéciales valables uniquement pour les entreprises faisant le commerce d'objets identifiables de grande valeur.**

3.1 **Obligation de tenir une comptabilité**

Les livres comptables de l'assujetti doivent être adaptés aux particularités et à l'importance de l'entreprise. Ils renseignent de manière détaillée et sans omission sur l'ensemble des livraisons de biens et prestations de services effectuées et sur la TVA qui en résulte, de même que sur toutes les charges et sur l'impôt préalable déductible.

Cela implique, dans certains cas, la tenue de contrôles et de livres auxiliaires spéciaux (facturier ou journaux pour les factures débiteurs et les factures créanciers, contrôles des marchandises, documents présentant les actifs immobilisés, relevés concernant la double affectation de biens et de prestations de services, etc.).

Chaque opération commerciale doit pouvoir être suivie aisément et de manière fiable, sur la base de pièces justificatives, depuis son inscription dans les livres auxiliaires et dans les livres comptables, jusqu'au décompte TVA et au bilan de l'exercice, et vice versa. L'importation et la réexportation de biens doivent être prouvées de manière incontestable (par ex. au moyen de la décision de taxation à l'importation et à l'exportation).

3.2 **Contrôle du stock, conditions générales**

Un assujetti bénéficiant de l'autorisation pour le report du paiement de l'impôt sur les importations doit tenir un contrôle détaillé de l'importation, du stock et de l'exportation pour les biens qu'il importe ou exporte dans le cadre de son activité.

Ces contrôles doivent être adaptés aux caractéristiques de l'entreprise et structurés de telle sorte que le recensement complet de tous les mouvements de biens puissent être suivi facilement et de manière fiable de l'entrée à la sortie, même si ces biens sont ouvrés ou transformés par des tiers.

3.3 **Obligation de déclarer l'impôt sur les importations**

Le formulaire n° 1234 dûment rempli doit être annexé à chaque décompte TVA périodique.

3.4 Restitution ou remise à titre gratuit des biens sur le territoire suisse

Si un assujetti a reçu des biens provenant de l'étranger en tant que commissionnaire à la vente ou à choix et qu'il les retourne sur le territoire suisse aux fournisseurs ou aux commettants étrangers, il doit immédiatement en aviser l'AFC par écrit, afin de procéder à la correction de la déduction de l'impôt préalable.

Cette communication écrite adressée à l'AFC n'est pas nécessaire uniquement lorsque le fournisseur ou le commettant exporte directement les biens et que l'assujetti fournit **la preuve incontestable** de l'exportation.

3.5 Activité d'intermédiaire

Un dédouanement selon la procédure de report du paiement de l'impôt n'est pas admis lorsque l'assujetti importe des biens simplement au nom et pour le compte du représenté.

3.6 Changement d'affectation

Voir à ce sujet les dispositions y relatives publiées dans l'Info TVA Changements d'affectation.

3.7 Déclaration en cas de disparition des conditions requises

Lorsque les conditions requises pour le report du paiement de l'impôt ne sont plus remplies (art. 119 OTVA), l'assujetti est tenu d'en aviser par écrit l'AFC dans les 15 jours suivant la fin de l'année commerciale au cours de laquelle les conditions n'ont plus été réunies.

3.8 Conditions applicables uniquement aux entreprises faisant le commerce d'objets identifiables de grande valeur

Exemples d'objets identifiables de grande valeur:

objets d'art, antiquités, perles, pierres précieuses, bijoux, métaux précieux et similaires.

3.8.1 Contrôle du stock

Éléments de contrôle du stock:

- Entrée:**
- n° de stock; *)
 - fournisseur (en cas d'achat) / provenance (pour les biens remis à choix ou achetés dans le cadre d'une vente en commission);
 - date de la facture, du bulletin de livraison ou de remise;
 - date de l'importation (date du dédouanement);
 - n° de tarif;
 - n° de la décision de taxation à l'importation de l'OFDF;
 - désignation exacte du bien; **)
 - quantité, nombre, poids; ***)
 - valeur selon la décision de taxation à l'importation.

- Sortie:**
- client (en cas de vente), commissionnaire, destinataire (pour les biens remis à choix);
 - date de la facture, du bulletin de livraison ou de remise;
 - date de l'exportation;
 - n° de tarif;
 - n° de la décision de taxation à l'exportation de l' OFDF;
 - désignation exacte du bien; **)
 - quantité, nombre, poids; ***)
 - valeur selon la décision de taxation à l'exportation.

*) Ce n° doit être mentionné dans le contrôle du stock, sur les emballages des marchandises et sur tous les autres documents (factures de fournisseurs, documents douaniers, bulletins de livraison, factures clients, etc.).

**) pour les tableaux, par exemple, il y a lieu d'indiquer également le peintre, le style, l'année.

***) par ex. également carats, grains.

Un contrôle complet du stock doit être également tenu pour tous les biens qu'un assujetti ne reçoit pas sur la base d'un contrat de vente (par ex. location, commission ou à choix). Les documents doivent clairement faire ressortir sur la base de quels actes juridiques les biens ont été importés.

3.8.2 Perte de poids, perte de marchandises

Celles-ci (par ex. en cas de perte due à la taille des pierres précieuses) doivent clairement ressortir du contrôle du stock.

4. Dispositions relatives au dédouanement

L'OFDF ne prélève aucun impôt sur les importations de biens lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- La personne assujettie à l'obligation de déclarer requiert le report du paiement de l'impôt sur les importations dans sa déclaration en douane.
- La personne assujettie qui s'est vu octroyer le report du paiement de l'impôt sur les importations figure comme importatrice légale des biens – c.-à-d. qu'elle peut en disposer économiquement dès leur importation.
- Lors du dédouanement, il existe un document émis par l'expéditeur étranger (facture, facture pro forma, facture de consignation, contrat de consignation, lettre avec données exprimées en valeurs) à l'intention de l'importatrice (personne assujettie).
- La déclaration en douane doit contenir, entre autres, les informations suivantes:
 - Champ « Importateur » : le titulaire de l'autorisation ;
 - Champ « IDE Importateur » : le numéro d'identification de l'entreprise de l'importateur ;
 - Champ « Autorisations » : le n° d'autorisation de l'importateur ;
 - Champ « N° TVA » : le n° TVA de l'importateur. Lorsque l'importateur est membre d'un groupes TVA, le n° de TVA du groupe.

S'il existe des doutes quant à la réunion des conditions d'application de la procédure de report du paiement de l'impôt sur les importations, l'OFDF perçoit l'impôt.

Division Perception